

Situation - par Frédéric Lordon

13 JUIN 2017 | PAR JEAN-MARC B | BLOG : LE BLOG DE JEAN-MARC B

Conclusion de F. Lordon: "il est bien clair qu'il n'y a plus que la rue. Si « crise » désigne le moment résolutoire où les trajectoires bifurquent, nous y sommes. Quand tout est verrouillé et que la pression n'en finit pas de monter, il doit se passer quelque chose. Ce dont les forces instituées sont incapables, seul l'événement peut l'accomplir."

paru dans [lundimatin#108 \(https://lundi.am/lundimatin-108\)](https://lundi.am/lundimatin-108), le 12 juin 2017

Logiquement, tout avance de concert. Au moment où Macron est élu, nous découvrons que La Poste enrichit sa gamme de services d'une offre « Veiller sur mes parents » à partir de 19.90€ par mois (plusieurs formules : 1, 2, 4, 6 passages par semaine). Le missionné, qu'on n'appellera sans doute plus « l'agent » (tellement impersonnel-bureaucratique – *old*), mais dont on verra si la Poste va jusqu'à l'appeler l'« ami de la famille », passe en voisin, boit le café, fait un petit sms pour tenir au courant les descendants, bref – dicit le prospectus lui-même – « *maintient le lien social* ». Résumons : Pour maintenir le lien social tout court, c'est 19.90€. Et pour un lien social béton (6 visites par semaines), c'est 139.90€. Tout de même. Mais enfin il y va du vivre ensemble.

En 1999, des lignards d'EDF en vacances et même en retraite avaient spontanément repris du service pour rétablir le courant après la tempête. Ils l'avaient fait parce qu'ils estimaient que, dans cette circonstance exceptionnelle, il se jouait quelque chose entre eux, le service public dont ils étaient ou avaient été les agents, et la société dans son ensemble, quelque chose qui n'était pas de l'ordre d'un lien contractuel-marchand et procédait de mobiles autres que pécuniaires. Maintenant que nous en sommes à l'étape de la forfaitisation du lien social, nous percevons combien cette réaction qui fut la leur a été une tragique erreur. Puisqu'il est décidé que tout, absolument tout, est monnayable, la prochaine fois que les lignes sont à terre, on espère bien que toute demande de reprise de service obtiendra pour réponse, au mieux la renégociation en position de force du tarif des prestations extraordinaires, et plutôt d'aller se carrer les pylônes.

Le contresens anthropologique du lien social tarifé semble ne pas apercevoir que, précisément, la transaction contractuelle-marchande n'est au principe d'aucun lien, entendons autre que le lien temporaire stipulé dans ses clauses, dont l'échéance est fixée par le paiement qui, dit très justement l'expression, permet de *s'acquitter* – c'est-à-dire de quitter. Après quoi les co-contractants redeviennent parfaitement étrangers l'un à l'autre. C'est pourtant ce modèle « relationnel » que la société néolibérale, La Poste en tête, se propose de généraliser à tous les rapports humains, désastre civilisationnel dont le désastre électoral de ce printemps n'est que l'épiphénomène. Mais aussi l'accélérateur. Avec peut-être toutes les vertus des accélérations à contresens : déchirer les voiles résiduels, clarifier la situation, rapprocher des points critiques. Si l'on peut placer un espoir raisonnable dans la présidence Macron, c'est celui que tout va devenir très, très, voyant. C'est-à-dire odieux comme jamais.

Car il ne faut pas s'y tromper, la France n'est nullement macronisée. Les effets de levier composés du vote utile font à l'aise un président avec une base d'adhésion réelle de 10% des inscrits. Quant aux législatives, le réflexe légitimiste se joint à la pulvérisation des candidatures d'opposition pour assurer de rafler la mise. Par l'effet de cette combinaison fatale, le 19^e arrondissement de Paris, par exemple, qui a donné Mélenchon en tête au premier tour avec plus de 30% est ainsi bien parti pour se donner un député macronien – on aurait tort d'en tirer des conclusions définitives. Mais en réalité, au point où nous en sommes, tout ça n'a plus aucune importance. La vérité, c'est que « la France de Macron » n'est qu'une petite chose racornie, quoique persuadée de porter beau : c'est la *classe nuisible*.

La classe nuisible est l'une des composantes de la classe éduquée, dont la croissance en longue période est sans doute l'un des phénomènes sociaux les plus puissamment structurants. Pas loin de 30% de la population disposent d'un niveau d'étude Bac+2 ou davantage. Beaucoup en tirent la conclusion que, affranchis des autorités, aptes à « penser par eux-mêmes », leur avis compte, et mérite d'être entendu. Ils sont la fortune des réseaux sociaux et des rubriques « commentaires » de la presse en ligne. La chance de l'Europe et de la mondialisation également. Car la classe éduquée n'est pas avare en demi-habiles qui sont les plus susceptibles de se laisser transporter par les abstractions vides de « l'ouverture » (à désirer), du « repli » (à fuir), de « l'Europe de la paix », de « la dette qu'on ne peut pas laisser à nos enfants » ou du monde-mondialisé-dans-lequel-il-va-bien-falloir-peser-face-à-la-Russie-et-aux-Etats-Unis. La classe demi-habile, c'est Madame de Guermantes à la portée d'un L3 : « *la Chine m'inquiète* ».

La propension à la griserie par les idées générales, qui donnent à leur auteur le sentiment de s'être élevé à hauteur du monde, c'est-à-dire à hauteur de gouvernant, a pour effet, ou pour corrélat, un solide égoïsme. Car la demi-habilité ne va pas plus loin que les abstractions creuses, et ignore tout des conséquences *réelles* de ses ostentations abstraites. En réalité, elle *ne veut pas* les connaître. Que le gros de la société en soit dévasté, ça lui est indifférent. Les inégalités ou la précarité ne lui arrachent dans le meilleur des cas que des bonnes paroles de chaisière, en tout cas aucune réaction politique. L'essentiel réside dans les bénéfices de la hauteur de vue, et par suite d'ailleurs la possibilité de faire la leçon universaliste aux récalcitrants. En son fond elle est un *moralisme* – comme souvent bercé de satisfactions matérielles. Sans surprise, elle résiste à la barbarie en continuant de boire des bières en terrasse – ou, plus crânement encore, en brassant elle-même sa propre bière.

Demi-habile et parfaitement égoïste, donc : c'est la classe nuisible, le cœur battant du macronisme. Elle est le fer de lance de la « vie Macron » – ou du vivre ensemble La Poste. Partagée entre les déjà parvenus et ceux qui continuent de nourrir le fantasme, parfois contre l'évidence, qu'ils parviendront, elle est la classe du capital humain : enfin un capital qui puisse être le leur, et leur permettre d'*en être* ! Ceux-là sont habités par le *jeu*, ils y adhèrent de toute leur âme, en ont épousé avec délice la langue dégénérée, faite signe d'appartenance, bref : ils en vivent la vie. Ils sont tellement homogènes en pensée que c'est presque une classe-parti, le parti du « moderne », du « réalisme », de la « French Tech », du « projet personnel » – et l'on dresserait très facilement la liste des lieux communs d'époque qui organisent leur contact avec le monde. Ils parlent comme un journal télévisé. Leurs bouches sont pleines de mots qui ne sont pas les leurs, mais qui les ont imbibés si longtemps qu'ils ont fini par devenir les leurs – et c'est encore pire.

Cependant, l'égoïsme forcené joint à l'intensité des investissements existentiels a pour propriété paradoxale de faire de la classe de « l'ouverture » une classe séparée et claquemurée, sociologiquement minoritaire en dépit des expressions politiques majoritaires que lui donnent les institutions électorales – qui disent là comme jamais la confiance qu'elles méritent. La seule chose qui soit *réellement* majoritaire, c'est son pouvoir social – mais comme on sait, à ce moment, il convient de parler non plus de majorité mais d'hégémonie. Sans surprise, la sous-sous-classe journalistique en est le joyau, et le porte-voix naturel. L'élection de Macron a été pour elle l'occasion d'un flash orgasmique sans précédent, ses grandes eaux. Au moment où nous parlons d'ailleurs, on n'a toujours pas fini d'écooper. En tout cas la classe nuisible est capable de faire du bruit comme quinze. Elle sait ne faire entendre qu'elle et réduire tout le reste – ouvriers, employés, des masses elles bien réelles – à l'inexistence. Au prix, évidemment, de la sourde accumulation de quelques « malentendus », voués un de ces quatre à faire résurgence un peu bruyamment.

Il pourrait y avoir là de quoi désespérer absolument si le « progrès intellectuel » de la population ne fabriquait plus que des possédés, et se faisait le parfait verrou de l'ordre social capitaliste. Mais la classe nuisible n'est qu'une fraction de la classe éduquée. C'est qu'en principe, on peut aussi se servir de capacités intellectuelles étendues pour autre chose. Bien sûr on ne pense pas dans le vide, mais déterminé par toutes sortes d'intérêts, y compris matériels, à penser. De ce point de vue les effets du néolibéralisme sont des plus ambivalents. S'il fabrique de l'assujetti heureux et de l'entrepreneur de lui-même, il produit également, et à tour de bras, du diplômé débouté de l'emploi, de l'intellectuel précaire, du startuper revenu de son esclavage. La plateforme

OnVautMieuxQueCa, qui a beaucoup plus fait que les directions confédérales dans le lancement du mouvement du printemps 2016 – qui a même fait contre elles... –, cette plateforme, véritable anthologie en ligne de la violence patronale, dit assez où en est, expérience à l'appui, une large partie de la jeunesse diplômée dans son rapport au salariat. Et, sous une détermination exactement inverse, dans ses propensions à penser. On peut donc ne pas tomber dans l'exaltation « générationnelle » sans manquer non plus de voir qu'il se passe quelque chose dans ces tranches d'âge. Si d'ailleurs, plutôt que de revoir pour la dixième fois *The social network* et de se rêver en Zuckerberg français, toute une fraction de cette génération commence à se dire « ingouvernable », c'est sans doute parce qu'elle a un peu réfléchi à propos de ce que veut dire être gouverné, suffisamment même pour apercevoir qu'il n'y a pas seulement de l'Etat mais de l'ensemble des manières de façonner les conduites, auxquelles les institutions formelles et informelles du capitalisme prennent toute leur part.

Sur ce versant-là de la classe éduquée, donc, ça ne macronise pas trop fort – sans compter d'ailleurs tous ceux à qui l'expérience prolongée a donné l'envie de changer de bord : les cadres écœurés de ce qu'on leur fait faire, les dégoûtés de la vie managériale, les maltraités, les mis au rebut, à qui la nécessité fait venir la vertu, mais pour de bon, qui ont décidé que « rebondir » était une affaire pour baballe exclusivement, ne veulent plus se battre pour revenir dans le jeu, et prennent maintenant la tangente. Or ce contingent de têtes raides ne cesse de croître, car voilà le paradoxe du macronisme : en même temps qu'il cristallise la classe nuisible, son effet de radicalisation, qui donne à l'époque une clarté inédite, ouvre d'intéressantes perspectives démographiques à la fraction rétive de la classe éduquée.

Cependant le privilège social de visibilité de la classe éduquée, toutes fractions confondues, n'ôte pas qu'on ne fait pas les grands nombres, spécialement dans la rue, sans la classe ouvrière mobilisée. En l'occurrence affranchie des directions confédérales, ou du moins décidée à ne plus les attendre. Mais ayant par suite à venir à bout seule de l'atomisation et de la peur. Pas le choix : il faut qu'elle s'organise – se ré-organise... Et puis s'organiser avec elle. Caisses de solidarité, points de rencontre : dans les cortèges, dans de nouveaux groupements où l'on pense l'action en commun, tout est bon. En tout cas, comme dans la jeunesse, il se passe quelque chose dans la classe ouvrière : de nombreux syndicalistes très combatifs, durcis au chaud de plans sociaux spécialement violents, virtuellement en rupture de centrale, font maintenant primer leurs solidarités de lutte sur leurs appartenances de boutique, laissent leurs étiquettes au vestiaire et ébauchent un front uni. Si quelque jonction de la jeunesse décidée à rompre le ban ne se fait pas avec eux, rien ne se fera. Mais la détestation de l'entreprise, promise par le macronisme à de gigantesques progrès, offre d'excellentes raisons d'espérer que ça se fera.

Il n'est pas certain que le macronisme triomphant réalise bien la victoire à la Pyrrhus qui lui est échue. C'est que jusqu'ici, l'indifférenciation patentée des partis de gouvernement censément de bords opposés parvenait encore vaille que vaille à s'abriter avec succès derrière l'illusion nominale des étiquettes de « l'alternance ». Evidemment, l'alternance n'alternait rien du tout, mais il restait suffisamment d'éditorialistes abrutis pour certifier que la « gauche » succédait à la « droite, ou l'inverse, et suffisamment de monde, à des degrés variés de cécité volontaire, pour y croire. Le problème du macronisme, c'est précisément... qu'il a réussi : sa disqualification des termes de l'alternance prive le système de son dernier degré de liberté, assurément factice mais encore doté de quelque efficacité résiduelle. Quand il aura bien mis en œuvre son programme, poussé tous les feux, par conséquent rendu folle de rage une fraction encore plus grande de la population, où trouvera-t-il son faux *alternandum* et vrai semblable, l'entité faussement opposée et parfaitement jumelle qui, dans le régime antérieur, avait pour double fonction de soulager momentanément la colère par un simulacre de changement tout en assurant la continuité, quoique sous une étiquette différente ?

Résumons-nous : bataille terminale au lieu du noyau dur – le rapport salarial, via le code du travail –, intégration ouverte de l'Etat et du capital, presse « en plateau », extase de la classe nuisible et radicalisation antagoniste des défecteurs, colère grondante des classes populaires promises à l'équarrissage, fin des possibilités théâtrales de l'alternance, disparition définitive de toute possibilité de régulation interne, de toute force de rappel institutionnalisée, de tout mécanisme de correction de trajectoire : à l'évidence il est en train de se former une situation. À quelque degré, ce gouvernement-du-barrage-contre-le-pire doit en avoir conscience puisqu'il

approfondit le mouvement, déjà bien engagé, de proto-fascisation du régime : avec les ordonnances du code du travail, la normalisation de l'état d'urgence en droit ordinaire a été logiquement sa première préoccupation. Ultime moyen de contrôle de la situation, lui semble-t-il, mais qui contribue plutôt à l'enrichissement de la situation. Et confirme que la question de la police va se porter en tête d'agenda, comme il est d'usage dans tous les régimes où l'état d'illégitimité n'est plus remédiable et où ne reste que la force armée, la seule chose opposable à la seule opposition consistante : la rue. Car il est bien clair qu'il n'y a plus que la rue. Si « crise » désigne le moment résolutoire où les trajectoires bifurquent, nous y sommes. Quand tout est verrouillé et que la pression n'en finit pas de monter, il doit se passer quelque chose. Ce dont les forces instituées sont incapables, seul l'événement peut l'accomplir.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

LAUTEUR



JEAN-MARC B (<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b>)

707 BILLETS / 2 LIENS / 10 FAVORIS / 60 CONTACTS



Vous aussi, **participez dans le Club de Mediapart** à travers votre blog !

En savoir plus

LE BLOG

SUIVI PAR 58 ABONNÉS

Le blog de Jean-marc B (<https://www.mediapart.fr/jean-marc-b/blog>)

MOTS-CLÉS

CRISE • LORDON • MACRON